



HAL
open science

Le futur pour mémoire

Frédéric Lemarchand

► **To cite this version:**

Frédéric Lemarchand. Le futur pour mémoire. Autrement. Série mutations, 2004, 203, pp.139-156.
hal-01928994

HAL Id: hal-01928994

<https://hal.science/hal-01928994>

Submitted on 20 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le futur pour mémoire

Frédéric Lemarchand

L'organisation internationale du silence

J'entends poser en guise d'introduction, une question relative à ce point saillant de l'historiographie contemporaine communément nommé révisionnisme, ou encore négationnisme. On a coutume de définir ces deux termes par la position intellectuelle qui consiste à minimiser l'importance du génocide perpétré par les nazis contre les communautés juive et tzigane et, plus fréquemment, à contester l'existence même des chambres à gaz installées dans les camps d'extermination durant la Seconde Guerre mondiale, ce qui a conduit nombre de défenseurs de cette thèse à nier l'existence même des crimes contre l'humanité commis contre ces communautés par l'Allemagne nazie. Plus largement, si l'on peut s'entendre sur le fait que toute écriture de l'histoire, au sens de l'histoire moderne, est une révision des faits ayant réellement eu lieu et une réinterprétation des idées et des valeurs de l'époque, la stratégie développée par de nombreux organismes en charge de la gestion de la catastrophe de Tchernobyl et en premier lieu l'AIEA (Agence Internationale pour l'Énergie Atomique) qui a inventé et soutenu la « thèse officielle » selon laquelle l'accident aurait provoqué trente-deux morts, constitue une forme avérée de négationnisme de l'holocauste nucléaire. Un texte de loi européen contre le révisionnisme a été approuvé en mars 1995. Il prévoit des sanctions relativement sévères (jusqu'à un an de prison) pour toute personne qui nie, minimise grossièrement, cherche à justifier ou approuver le génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est à noter que la loi Gayssot a modifié la loi sur la presse pour y introduire un article punissant « ceux qui auront contesté l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité ». Or, un crime contre l'humanité appartient à la catégorie d'infractions criminelles englobant l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toute population civile avant ou pendant la guerre, ainsi que les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux — que ces actes ou persécutions aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés. Cette définition a été donnée par l'article 6, alinéa c, du statut du tribunal de Nuremberg, le tribunal militaire international chargé de juger les criminels de la Seconde Guerre mondiale, en Europe. Nous sommes donc en mesure de nous interroger sur les raisons pour lesquelles les positions résolument négationnistes défendues par l'AIEA et différentes composantes du lobby nucléaire à l'égard des conséquences sanitaires et sociales de la première catastrophe nucléaire civile sont jusqu'à ce jour restées

impunies. N'y a-t-il à cela que des raisons strictement *politiques* de la dissimulation d'un crime d'État de plus, dont l'histoire du XX^e siècle est pavée ?

Hannah Arendt écrivait dans *La crise de la culture* qu'il n'y aurait pas de héros à l'âge atomique¹, voulant ainsi mettre en évidence le lien qui existe entre la montée en puissance de la technique et l'augmentation corrélative de l'impuissance de l'homme par la réduction progressive du monde commun politique et de ses marges de liberté pratique. C'était sans parier toutefois sur la capacité développée par quelques hommes et femmes de science dont nous devons saluer ici le courage et la ténacité dont ils ont su faire preuve dans leur tentative d'approcher au plus près la réalité physique et biologique du nouveau monde (ou mettre de l'italique ?) contaminé. Persécutés, menacés, interdits ou, pour Youri Bandajevsky, torturés², celles et ceux qui n'ont pas souhaité se faire trop rapidement oublieux de l'homme, en tentant de placer la science à son service et non l'inverse, ont dû comprendre très vite que la science en laquelle ils continuent de croire est désormais inféodée à des intérêts économiques et stratégiques qui nient précisément toute humanité de l'homme. La répression scientifique dont ils continuent de faire l'objet et dont ils témoignent dans cet ouvrage n'est qu'une facette de l'organisation criminelle du mensonge sur les conséquences de la première catastrophe nucléaire civile. L'Organisation mondiale de la santé une fois muselée³, celle en charge de la promotion de l'énergie atomique a pu bénéficier du soutien du complexe militaro-industriel des États concernés et à la solde desquels travaillent des centaines d'« experts » de toutes disciplines (physique nucléaire, biologie, médecine...). Cette gigantesque organisation née dans les années cinquante, organisation phare du *lobby nucléaire*, possède encore aujourd'hui le pouvoir de peser lourdement sur la gestion de la santé publique, et plus particulièrement celui de contrôler l'information officielle – dans laquelle à vrai dire plus personne n'a confiance – et de fixer les normes de radioprotection. On pourra se demander comment il est possible que de grandes organisations internationales ayant pignon sur rue continuent à nier la réalité de la majeure partie des conséquences de la catastrophe. C'est qu'elles sont trop énormes pour être acceptées, même partiellement, et les responsabilités sont trop pesantes pour être endossées.

Le silence qui entoure Tchernobyl pourrait peut-être trouver un début d'interprétation dans l'analyse de deux questions. Celle, d'abord, de notre aveuglement face à la catastrophe, du fait que nous ne voulons pas la voir ni en prendre la mesure tellement celle-ci nous renvoie à notre

¹ Voir F. Lemarchand, « L'âge atomique », in Y. Dupont (dir.), *Dictionnaire des risques*, Paris, Armand Colin, 2003.

² Voir l'article de Galina Banjevskaya dans ce même numéro.

³ Un accord datant de 1959 lie les mains de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour tout ce qui relève de l'étude des effets néfastes de l'industrie nucléaire sur la santé. L'année précédente, un rapport de l'OMS prônait la genèse d'une nouvelle génération « qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude ».

impuissance face à la puissance de la technique. De cette puissance, à la fois comme puissance d'organisation et organisation de la puissance, découle la seconde question : celle de notre impuissance à agir dans l'organisation qui gouverne le monde. En avril 1986, un nuage mortel venu de loin s'étend sur l'Europe. Que pouvait-on et que peut-on encore y faire ? La « mondialisation » de la puissance, économique ou technique, ne peut générer chez l'homme ordinaire qu'un sentiment de *honte prométhéenne* pour la première fois pensé par G. Anders⁴. Sans commune mesure avec tous les accidents qui l'ont précédé, Tchernobyl nous a jetés hors de nos limites anthropologiques, spatiales et temporelles comme elle a jeté la contamination hors des frontières. Comment, en effet, faire face aux dimensions spatio-temporelles d'un événement dont les effets s'étendent du Groenland jusqu'au nord du Japon pour une durée dépassant plusieurs millions d'années ?

Il nous faut bien avouer que nous n'avons pu régler définitivement les problèmes posés par la contamination radioactive par le recours désespéré à un surcroît de technique⁵ et de force de travail pour tenter de liquider les conséquences de l'accident, en mobilisant plus de 800 000 sauveteurs sacrifiés, des milliers de tonnes de béton et d'engins de chantier. La société, prise ici dans son acception civile, n'en est pas pour autant restée sans tenter de répondre à l'événement inédit, ni sans essayer de l'appréhender, à défaut de pouvoir en comprendre le sens. Ainsi les mécanismes de la mémoire collective destinés à faire passer le passé douloureux, ceux-là même qu'on mobilise pour faire le deuil d'un événement traumatique – une guerre par exemple – semblent se heurter à une difficulté nouvelle liée au caractère inédit de l'événement : c'est que nous sommes pour la première fois confrontés à une catastrophe *en devenir*, sans lendemain, « sans après ». L'ambition de ce texte est d'inventorier et de repérer les différentes réponses apportées par le corps social à la catastrophe par les mises en scène de la mémoire et à en interroger la pertinence face à la dimension inédite de l'événement.

Le monumental : des villages-monuments ?

Il participe de nos très anciennes habitudes anthropologiques de créer des monuments intentionnels destinés à perpétuer dans le présent le souvenir de faits ou de personnes du passé. L'Union Soviétique était même passée maîtresse dans cet art. Je voudrais soulever le problème que poserait une action de patrimonialisation des villages de la zone fortement contaminée telle qu'elle a été récemment proposée dans le cadre d'un projet soumis à l'UNESCO. Il s'agissait de classer une

⁴ G. Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 2002 (publication originale 1956).

⁵ Il suffit d'aviser les immenses cimetières de matériels civils et militaires laissés après la phase accidentelle pour s'en convaincre : des milliers de camions, d'hélicoptères et de bulldozers en ruine sont stockés dans la zone interdite des trente kilomètres autour de la centrale en ruine.

partie des zones contaminées, les villages et la nature environnante, au titre du patrimoine mondial de l'humanité ; d'autres organisations ont évoqué l'idée d'en faire des musées ou, à tout le moins, leur donner le statut de monuments dédiés à la mémoire de la catastrophe et de ses victimes. Le propre d'un monument intentionnel est d'être exposé au regard et donné comme présence-rappel à ceux qui en sont les contemporains. Nous avons fait l'expérience, par le passé, de monuments de nature métonymique tels que dans les camps d'extermination, lorsqu'une partie seulement d'un lieu ou d'une architecture ont pu être sauvegardés. Exposition partielle, mais présence réelle. Or, constituer les villages *interdits* comme monuments suppose qu'on leur confère une valeur monumentale sur le fait même de leur absence, soit parce qu'ils sont physiquement détruits, soit parce qu'ils sont contaminés et donc peu fréquentables. Qui pourra, en effet, ou qui osera arpenter ces lieux hautement contaminés, en dehors de quelques chercheurs utopistes et, surtout, des habitants de ces villages fantômes qui n'ont eu d'autre choix que de rester y survivre ? C'est ainsi que fait irruption dans notre histoire de la mémoire, du moins potentiellement, une nouvelle catégorie d'objets mnémoniques inédits surgie de la catastrophe : le monument absent. Ne pourrait-on pas alors, comme ce fut le cas pour les grottes de Lascaux, imaginer une *reconstruction* de village contaminé dans une zone propre ? Si l'art rupestre peut se satisfaire d'une copie, voire d'une simple reproduction comme dans le « musée imaginaire » de Malraux, on pourra se demander quel serait le sens de la reconstitution « propre » – elle aussi envisagée – d'un village contaminé. Le propre, si je puis dire, d'un village contaminé, avant sa lente ruïnification, c'est d'être parfaitement indécélable en tant que tel, c'est-à-dire parfaitement identique aux autres villages, au-delà de ce qui fait la singularité du lieu. Le césium et le strontium sont, nous le savons, invisibles, inodores et sans saveur. Le propre d'un village de la zone interdite, est justement d'être contaminé par une substance invisible, inodore et sans saveur. Nous aurions là potentiellement affaire à un monument intransportable, infréquentable et irréproductible, à l'instar de la ville fantôme de *Pripyat* qui abritait les travailleurs de la centrale et qui est aujourd'hui totalement abandonnée et qui nous apparaît désormais comme un sanctuaire inaccessible, celui des promesses du progrès technique.

Le muséal : l'exposition Tchernobyl du musée de Minsk

Plusieurs types de phénomènes peuvent caractériser empiriquement l'évolution des rapports que les sociétés (post)industrielles entretiennent avec leur mémoire, parmi lesquels l'évolution qu'ont connu ces vingt dernières années avec le développement des « musées de société » et des « écomusées ». Marc Guillaume⁶ leur attribue pour fonction de rendre acceptable l'accélération du temps dans le développement de la société de consommation/destruction de masse, ce dont

⁶ M. Guillaume, *La Politique du patrimoine*, Paris, Galilée, 1980.

témoigne l'archéologie industrielle et l'essor des musées du quotidien. La valeur culturelle des objets ressaisis par le musée a subi en quelque sorte une « éclipse », et le choix de les patrimonialiser contribue à leur rendre une légitimité perdue. La muséographie sociale pose de ce point de vue au moins une question essentielle : tout comme le musée révolutionnaire s'est saisi de la question de la destination de l'œuvre d'art, elle se saisit des traces d'un passé quotidien de plus en plus récent, jusqu'à se saisir du présent comme c'est le cas du musée de Minsk.

Ma première visite au musée des traditions et arts populaires de Minsk eut lieu en octobre 1998. Je découvrais, à ma grande surprise, que le musée d'ethnographie avait été subrepticement transformé en musée des zones contaminées en invoquant la culture disparue d'avant la catastrophe et qu'une grande partie des collections exposées avait été collectée – pillée – suite au déplacement des populations rurales qui vivaient dans les territoires concernés. La section Tchernobyl a été créée en 1992, à partir d'une récollection d'objets effectuée dans la zone de trente kilomètres autour de la centrale. Si la Biélorussie a connu des guerres et des désastres qui ont détruit beaucoup de villes et de villages, jamais autant que Tchernobyl ils n'avaient atteints la culture. Or, le relogement de masse fut la cause d'une importante destruction de la structure sociale et culturelle. Différents éléments de la culture (folkloriques, ethnologiques, art populaire, etc.) sont à jamais perdus, enterrés, disséminés. Peut-on penser, comme l'annonce un petit catalogue écrit en biélorussien (je crois que le nom de la langue est le biélorusse, ou est-ce qu'il y a une intention en disant biélorussien ?) distribué à l'entrée de la visite, que « par le musée des centaines de monuments ont été sauvés » ? Après désactivation, dit encore la plaquette, « on peut faire désormais connaissance avec les œuvres de l'ethnographie de l'art populaire de cette zone. [...] D'après leur valeur, ces monuments irradiés entrent pour la première fois dans l'histoire de l'art mondiale ». On nous précise que chaque objet a passé un test radiologique à l'Académie des Sciences avant d'être exposé. La pratique des musées ne connaît pas cela. Aller chercher la pureté et l'originel de la culture dans la contamination peut sembler paradoxal. Mais c'est compter sans l'ambivalence de la catastrophe : elle est toujours à la fois ce qui détruit et ce qui révèle. Comme les ruines de Pompéi qui nous ont été restituées parce qu'elles avaient été ensevelies sous une cendre mortelle, celles de la culture biélorussienne des zones contaminées sont devenues des objets de curiosité et de convoitise. Cette dynamique sociale et politique a été très largement stimulée par le fait que la République Soviétique de Biélorussie se transforme, en 1991, en nouvel État indépendant, en proie à une recherche identitaire commune à tous les pays ainsi « libérés » du joug soviétique. Pour H. P. Jeudy⁷, la muséographie de (la) société apparaît le plus souvent comme le symbole de la

⁷ H.-P. Jeudy, *Mémoires du social*, Paris, PUF, 1986.

domination, de l'aliénation ou de l'exploitation, dont elle efface paradoxalement le négatif (en même temps que les traces), pour ne donner à saisir qu'une histoire blanchie, réécrite, nettoyée des accidents « historiques » et sociaux, bref : un paradis perdu. L'histoire présentée au musée de Minsk n'est-elle autre chose qu'une allégorie de la société pré-soviétique, terre nourricière et bienfaitrice d'un temps où la nature était plus porteuse de promesses que de menaces ? Il est frappant de voir comment la catastrophe, qui a accéléré la révélation de la culture ancestrale des populations habitant les zones actuellement contaminées, n'y apparaît qu'en creux, en négatif. Pourtant, la menace de disparition est constitutive de l'ensemble des discours sur la constitution de ce fonds, mais il demeure possible face à la scénographie présentée, pour un visiteur ignorant tout de Tchernobyl, d'imaginer que la catastrophe n'a *pas* eu lieu. Le souvenir de la souffrance, de l'humiliation, participent de la mémoire, celle que partagent encore collectivement les communautés désœuvrées, celle des « Tchernobyliens », mémoire devenue objet d'histoire depuis que l'Histoire ne constitue plus le garant ultime de l'avenir des sociétés que l'on qualifiait jusqu'alors de modernes.

Le musée, domicilié dans un bâtiment de l'Académie des Sciences, est essentiellement fréquenté par des étudiants, des chercheurs étrangers et des scolaires. À l'entrée de l'exposition, on aperçoit un mannequin en bois qui supporte des fragments de costumes éclectiques, provenant de différentes régions. Cette petite installation syncrétique est à l'image du musée tout entier, un lieu rassembleur de fragments, rappelant la scénographie actuelle des musées de société centrée sur la reconstitution des cadres de la vie quotidienne et non plus suivant le principe des collections nominalistes propres aux musées coloniaux. Ainsi, que la catastrophe soit survenue ou non, le réflexe de patrimonialisation muséographique demeure, conduisant les autorités biélorusses à mettre à l'abri et à exposer les reliques de la culture paysanne qui n'a eu cesse de faire l'objet, dans la modernité soviétique, de tentatives de liquidation programmée, et dont Tchernobyl ne constitue peut-être que le « coup de grâce ». Entre les impasses d'une conservation réifiante et les illusions de l'*archéotopie*, ce désir de « faire revivre le passé », il reste donc à inventer d'autres modes de ressaisissement et d'actualisation de la mémoire qui puissent frayer un chemin entre deux écueils du patrimoine. Entre la collection répétition névrotique propre au musée ethnographique (les collections nominalistes de ruches, de seaux, etc., du musée de Minsk) et la surexposition réifiante du glorieux passé biélorusse, il reste à inventer un mode de ressaisissement de la mémoire de la catastrophe qui rendrait possible un travail de deuil. Le passé pré-soviétique que la catastrophe a révélé se retrouve mis à distance, séparé du présent. C'est par l'objectivation du passé que l'on croit rétablir la continuité entre le présent et le passé mais, en constituant ce dernier en objet d'études, on ne fait qu'inscrire le présent sur ce qu'on croit saisir de la matière morte du passé. Les icônes

exposées, trouvées dans les maisons, sont du XIX^e siècle. Mais régulièrement, la peinture s'efface, le bois réapparaît, en arrière plan. Le bois « refait surface » me dit-on, et « qui écrira le nouveau motif ? ». Le musée pourrait-il dans ce cas constituer un conservatoire, un lieu où l'on viendrait chercher l'inspiration pour construire autre chose ? Un lieu de ressources qui permettrait de penser un après de la catastrophe ? Le musée serait alors conçu non comme une fin, mais comme un passage, vers un ailleurs, un monde en cours de reconstruction ?

Le problème de la commémoration

Comment commémorer une catastrophe en devenir ? Autre contradiction à laquelle nous confronte l'inédite expérience de la première catastrophe nucléaire civile. Il semble que, depuis 1986, les efforts de mémoire se focalisent, faute de mieux, sur la date anniversaire de l'accident. Un accident industriel comme il s'en est produit d'autres, *a priori*. Une explosion, certes importante, dans une usine destinée à produire conjointement de l'électricité et du plutonium militaire. Après une longue période de banalisation et de tentative d'oubli de « l'accident », voici en premier lieu les populations des zones contaminées et les autorités des Républiques concernées, et plus largement nous voici confrontés à un problème inédit que pose Tchernobyl à la mémoire : le développement exponentiel des effets de l'accident dans le temps. À l'irréversibilité de ces conséquences il faudrait ajouter leur capacité, parce qu'elles se manifestent dans l'ordre du biologique et de la reproduction de la vie, à croître et à se multiplier sans cesse, et à ouvrir ainsi des abîmes d'incertitude tant sur le plan scientifique que social ou philosophique. Si, comme nous le rappellent inlassablement les « experts » de l'atome, le rayonnement ionisant des éléments présents dans la nature est amené à décroître, sur une période allant de quelques centaines d'années (Césium137) à plus d'un million d'année (Plutonium), la très forte toxicité de ces mêmes éléments n'a, quant à elle, aucune raison de disparaître puisqu'il s'agit de leur caractéristique chimique, de leur nature même. À l'instar du plomb – que l'on trouve également en grande quantité dans les zones contaminées – dont on connaît les effets destructeurs, les centaines de tonnes de substances très hautement toxiques disséminées au cœur de l'Europe poursuivront donc inexorablement leur œuvre destructrice, modifiant incidemment le métabolisme des organismes qui s'y trouvent exposés par ingestion et par inhalation. Rappelons que l'homme, en tant que super prédateur dans la chaîne alimentaire, occupe ici la plus mauvaise place par la nature même de son alimentation, la toxicité se concentrant successivement du milieu au végétal, du végétal à l'animal, et enfin de l'animal à l'humain. L'animal le plus évolué et depuis longtemps dominant devient ainsi le plus vulnérable et la première victime de la contamination.

Tchernobyl, c'est « déjà demain »

La mémoire, prise dans son sens social ou encore collectif, consiste invariablement à articuler souvenir et oubli, remémoration et refoulé, inscription des traces et travail de deuil. Le paradoxe de Tchernobyl, très présent dans les zones contaminées, tient justement dans la nécessité contradictoire d'oublier la présence de la contamination pour pouvoir supporter le quotidien par déni de réalité⁸ et en même temps de prendre toute la mesure de sa présence réelle, quand du moins cela est possible. Nous savons désormais qu'il n'y aura pas d'espoir d'amélioration de la vie quotidienne ni de résolution partielle des problèmes sanitaires sans affronter pragmatiquement la redoutable technonature artificialisée et contaminante, mais nous savons également qu'il est impossible de proposer à des millions de personnes de procéder à une autorationnalisation de la vie quotidienne passant par une restriction drastique des pratiques ordinaires (pêche, chasse, cueillette, jardinage, promenades en forêt). Plus, la misère économique que connaît une grande partie de la population des zones contaminées aux confins de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Russie ne lui permet pas pour l'instant d'envisager de se passer de sa production vivrière, ni même de l'activité économique des kolkhozes, si réduite soit-elle. Les voici condamnés à vivre là, à vivre avec. D'où l'impérieuse nécessité, pour les « Tchernobyliens », d'être en mesure de discerner, au-delà de la fiction des grandes zones contaminées, ce qui est potentiellement propre et utilisable, la parcelle de champ ou de jardin raisonnablement cultivable, la part de l'alimentation réservée aux humains et celle que l'on donnera aux animaux, celle que l'on donnera plus particulièrement aux enfants, etc. Dans ce sens, le travail de la mémoire pourrait consister à mémoriser et à apprendre une nouvelle géographie, non plus définie par des frontières naturelles, culturelles ou politiques, mais par le dessin infiniment complexe des taches de contamination radioactive. Parallèlement, la nouvelle condition humaine issue du nouveau monde dont nous parlons est conduite à élaborer une nouvelle temporalité fondée d'une part sur le temps long (très long) de la contamination de son monde par des éléments chimiques hautement toxiques, et d'autre part sur l'idée qu'il existe un monde d'avant la catastrophe et que nous vivons désormais dans un *après*. À ceci près que cet après, dont nous ne connaissons ni la durée ni la véritable nature, n'aura probablement pas d'après, pas de fin.

Si l'on peut en effet parler de réalité post-accidentelle pour désigner la période qui a suivi l'explosion du réacteur et pendant laquelle on a tenté, sans grand espoir à vrai dire, de liquider les conséquences de celle-ci⁹, on ne peut parler d'un temps « post-catastrophique » dans la mesure où,

⁸ L. Bocéno, Y. Dupont, G. Grandazzi, F. Lemarchand, « Vivre en zone contaminée ou les paradoxes de la gestion du risque », in A. Goujon, J.-C. Lallemand, V. Symaniec, *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 307-335.

⁹ On a en fait surtout « liquidé » 600 000 personnes parmi les 800 000 liquidateurs envoyés au feu.

contrairement aux expériences que nous avons faites des pires fléaux tels que les guerres, les épidémies ou certains phénomènes naturels, la catastrophe se déploie *dans le présent* pour construire et déterminer l'avenir. À chaque seconde qui s'écoule, depuis le 26 avril 1986, des maladies progressent, des organismes se décomposent, des métabolismes se transforment, des symptômes se font plus présents¹⁰. Nous ne pouvons plus désormais nous contenter d'enterrer les morts, de reconstruire des habitations détruites, de replanter des cultures, d'élever des monuments destinés à commémorer un moment précis. Ce qui s'est achevé, avec Tchernobyl, n'est rien moins que la possibilité qui nous était offerte d'habiter le temps, de définir des horizons d'expectation possibles à partir d'expériences du passé. Désormais, c'est le temps qui nous habite et nous hante, le temps long de la contamination qui nous rend esclaves de l'incertitude et colonise l'avenir. Ses effets, comme ceux d'une bombe à retardement que personne ne saurait désamorcer, sont *déjà là* avant même que le processus ne soit achevé. Les différentes mutations biologiques observées par le Pr. Bandajevsky sont plus qu'une simple hypothèque sur la santé d'une population de jeunes enfants en passe de constituer la cohorte des victimes « temporaires » d'un événement dévastateur. Elles contiennent en réalité *en puissance* le devenir déjà observable, bien que pour une grande part encore inconnu, de générations entières promises au malheur et à la souffrance que Svetlana Alexievitch a tenté d'appréhender¹¹, celui d'une humanité condamnée. Les pathologies cardiaques et musculaires, l'effondrement de la fertilité, les mutations du système nerveux central ou la modification de la formule du sang et les symptômes cliniques qui en sont la manifestation visible, sont-ils le signe de la grande transformation qui guette le genre et l'espèce humaine ? La généticienne Rosa Goncharova a mis en évidence les mutations génétiques profondes qui affectent plusieurs générations de poissons et d'animaux soumis à un régime alimentaire fortement contaminé dans la longue durée, ainsi que les effets mutagènes du Césium et du Strontium. Elle conserve dans les sous-sols de l'Académie des Sciences de Biélorussie une collection de bocaux contenant ces « nouveaux monstres », une carpe sans bouche qui s'alimente par les ouïes, des poissons difformes qui ne sont pas sans nous rappeler ces poissons préhistoriques qui peuplaient la terre bien avant que l'humanité n'apparaisse, premiers habitants des mers. Les monstres qui habitaient au Moyen Âge l'imagination d'un Jérôme Bosch, comme spectre de la catastrophe, d'un chaos destiné à borner et à définir le monde divin, sont-ils désormais advenus et constituent-ils notre monde. Ceci renvoie les Tchernobyliens, nous renvoie, à l'épineuse question de savoir comment construire une anthropologie, une définition de l'humanité de l'homme, une fois que la catastrophe n'est plus cette *perspective* négative par rapport à laquelle nous pouvons nous situer,

¹⁰ Voir l'article de Michel et Solange Fernex dans ce même numéro.

¹¹ S. Alexievitch, *La Supplication*, Paris, J.-C. Lattès, 1998.

nous définir comme humains, une fois qu'elle ne constitue plus la limite qui sépare l'humain de l'inhumain, mais à présent qu'elle constitue un (im)monde dans lequel nous sommes condamnés à (sur)vivre. On le devine, il est peu probable que les moyens dont nous disposons collectivement (muséographie, monuments, stèles, etc.) soient à la hauteur des enjeux de la catastrophe du point de vue de la mémoire. Tout juste pourront-ils permettre aux liquidateurs survivants, promis à une disparition rapide, et à leur famille de réaliser un travail de deuil acceptable, le plus souvent en référence à l'imaginaire de la Seconde Guerre mondiale, en l'honneur de ceux qui ont « sauvé leur patrie ». Là s'arrête bien évidemment la comparaison dans la mesure où, avec Tchernobyl, l'ennemi est invisible et indestructible.

La question de la mémoire prospective

L'enjeu mnésique de la catastrophe nucléaire, contrairement aux catastrophes connues jusqu'alors et qui, une fois survenues, appartiennent au passé, est de se forger dans le présent une mémoire du futur. C'est que Tchernobyl est un événement qui, pour l'essentiel, appartient encore au futur. Il nous dépasse, de très loin, dans sa temporalité pour constituer, non plus un horizon d'attente comme celui vers lequel se tournaient les générations passées à partir du moment où s'inventa l'histoire moderne, mais une sorte d'horizon négatif, un abîme duquel on tente de se détourner et vers lequel nous coulons pourtant inexorablement. Se forger une mémoire prospective de cet avenir, c'est consentir à regarder, à investiguer cet abîme dont le dessin nous apparaît sans cesse plus nettement au fil des découvertes scientifiques et des témoignages anthropologiques. Mais n'oublions pas que le destin tragique de ceux qui sont condamnés à devoir vivre en zone fortement contaminée n'est pas une punition divine, pas plus qu'il ne relève du hasard. Il marque notre entrée dans la société du risque, où l'incertitude dont la Science était censée nous défaire règne à nouveau en maître – on parle ainsi de « nouveau Moyen Âge technologique, ou encore dans l'ère damocléenne selon la formule d'Edgard Morin. Cette épée qui, attachée au dessus de nos têtes, a rompu ses chaînes une nuit du mois d'avril 1986 en Ukraine, a été longuement forgée par des ingénieurs, des techniciens, suivant une longue chaîne organisationnelle, depuis le Premier secrétaire du Parti jusqu'à l'ouvrier qui en a coulé le béton. Nous pourrions même dire qu'elle a été désirée : vivre à Pripjat, ville modèle, travailler en col blanc dans la branche la plus noble du génie électrique, pour satisfaire aux intérêts supérieurs du pays constituaient le rêve pour de nombreux enfants soviétiques. À présent que la ville modèle est devenue ville fantôme, que la fierté prométhéenne s'est transformée en honte et que la grande Union Soviétique s'est changée, pour les Ukrainiens et les Biélorusses en particulier, en petites Républiques appauvries et incertaines, envisager l'avenir *depuis* les zones contaminées est devenu une tâche redoutable.

La catastrophe de Tchernobyl marque en effet, avec la ruine de l'URSS qu'elle précipite, un effondrement de la puissance, technologique comme politique, la fin d'un rêve de puissance ou, du point de vue nietzschéen, de la volonté de puissance qui a porté la modernité industrielle. Nous voici mis en demeure, par la « force des choses », de retrouver le sens des limites. Plus qu'un simple problème de sûreté ou de sécurité industrielles qui appellerait des réponses techniques, l'avenir radieux promis par l'âge atomique une fois devenu radiant, constitue assurément le lieu, au sens du *topos*, à partir duquel nous devons regarder notre présent. Suivant la proposition faite par le philosophe Hans Jonas, nous confirmons qu'un renversement de la flèche du temps est nécessaire à la définition d'une éthique pour les sociétés technoscientifiques¹² et nous devons apprendre, non plus à considérer l'avenir comme le meilleur des mondes en puissance qu'il nous resterait à façonner à partir des transformations que nous réalisons dans le présent, mais à adopter le point de vue du monde futur afin que nos actes dans le présent permettent de lui conserver un caractère habitable. La mémoire prospective, pour les psychologues, est celle qui commande à des actions futures : demain, je dois faire ceci. Dans le cadre d'une éthique pour les sociétés technoscientifiques, elle pourrait constituer à savoir ce à quoi nous devons renoncer si nous voulons offrir à l'humanité future les capacités nécessaires à satisfaire ses besoins comme nous avons pu satisfaire les nôtres. Ainsi, le problème de la mémoire n'est plus tant de chercher à retrouver ou à occuper la posture des générations du passé en « faisant l'histoire » (ce que propose pour l'essentiel la muséographie contemporaine), qu'à prendre celle des générations à venir et dont les signes du destin sont malheureusement déjà lisibles dans le présent pour qui accepte de les lire. C'est précisément le sens du sous-titre de l'adaptation théâtrale faite par B. Boussagol¹³ de *La Supplication*, qui reprend le sous-titre original de l'œuvre littéraire de S. Alexievitch : « chroniques du futur ». L'auteur notait d'ailleurs elle-même : « *Plusieurs fois j'ai eu l'impression de noter le futur* ».

Un autre recours à la mémoire : la question du témoignage

Alors que nous participions, avec deux collègues de l'Université de Caen, au tournage du film *La vie contaminée*¹⁴, dans le sud-est de la Biélorussie à l'automne 1998, il nous apparaissait de plus en plus nettement que les témoignages de nombreux scientifiques et politiques locaux tendaient à rejoindre ceux des populations. Avec le temps et après le constat d'échec des mesures prises au cours de la phase post-accidentelle, tous finissent en effet par se rejoindre sur la question de la nouveauté, de l'incompréhension, du problème du sens d'une telle catastrophe. Les observateurs

¹² H. Jonas, *Le Principe responsabilité*, Paris, Cerf, 1990.

¹³ Voir sa contribution à ce numéro.

¹⁴ *La vie contaminée*, film documentaire de D. Desramé et D. Maestrali, production ACCAAN, 2001, Caen.

autorisés (chercheurs, médecins, gestionnaires) vivant dans les zones sont aussi des victimes de Tchernobyl, tout comme le sont leurs enfants, leurs familles, leurs proches. La position objectivante de l'extériorité, sur laquelle repose en partie la légitimation de la maîtrise technique, ne leur est plus permise et les langues se délient. Ainsi, lorsqu'on interroge des responsables locaux, des médecins, des contrôleurs radiologiques, leurs propos dépassent rapidement l'obsolescence de leur savoir pour rejoindre le registre de la vie quotidienne, au-delà de leur supposée compétence. Il sont d'abord les témoins d'une terrible catastrophe en même temps que les premières et silencieuses victimes. Leur parole n'en est pas moins importante pour la constitution d'une mémoire de la catastrophe, par la répétition qu'elle produit : vous entendez de la bouche d'une directrice d'école que huit enfants sur dix souffrent de maux divers, parfois graves, souvent cumulés, qui n'existaient pas avant l'accident (notamment des problèmes cardiaques, des migraines chroniques et un affaiblissement des défenses immunitaires), et l'expérience se répète dans deux, trois, dix écoles. À chaque fois le même constat, sans exception ; chaque fois le même désarroi, la même tristesse, la même lassitude. Combien de temps devons-nous encore vivre dans cette situation ? Et l'expérience se répète dans les hôpitaux et les dispensaires, dans les kolkhozes où les travailleurs de la terre, couverts de terre et de poussière contaminées, affichent un état de santé préoccupant, lorsqu'ils ne « tombent pas mort »¹⁵. Enfin dans les maisons, des appartements urbains aux maisons villageoises, des habitations collectives soviétiques aux isbas colorées, un même constat, plus ou moins dénié, ou abordé de biais : rien n'est plus comme avant, des maladies nouvelles et nombreuses ont fait leur apparition, beaucoup en sont morts, les autres survivent. Combien de disparus ? La comptabilité officielle n'existe pas et les moyens de la connaître n'ont jamais été mis en œuvre, à l'est comme à l'ouest. La réalité de Tchernobyl n'est-elle donc saisissable que par la somme de ces expériences individuelles ou communautaires, tragiques et répétées ? La mémoire collective cependant, nous l'avons vu, ne saurait être réduite à la somme des mémoires des expériences individuelles. Elle permet au contraire de mettre en œuvre un certain *jeu* qui autorise tantôt le souvenir, tantôt l'oubli d'événements traumatisants. Seulement, là encore, il n'est pas question de faire le deuil ni de dépasser une catastrophe en devenir, une catastrophe située devant nous. C'est que notre production muséographique et monumentaire n'a pas, n'a jamais été conçue pour commémorer l'avenir, mais pour maintenir dans le présent le souvenir de faits, d'objets ou de valeurs du passé qui n'ont pas épuisé en totalité leur capacité à produire du sens. Si, en effet, le musée révolutionnaire a pu constituer une destination possible pour l'art religieux, comme l'écomusée pour les traces des sociétés paysannes disparues, ou encore le mémorial, comme lieu d'exposition des valeurs du droit universel dans un siècle de catastrophe, quelle surface d'inscription, quel lieu, quelle scénographie

¹⁵ Expression utilisée par les habitants pour évoquer les cas de « mort subite » qui affectent des personnes jeunes et apparemment en bonne santé, et qui se sont multipliés depuis l'accident.

seront susceptibles d'accueillir l'avenir, le *devenir-catastrophe* des territoires contaminés et de leurs habitants ? Pourtant, avec Tchernobyl, l'avenir s'expose avec une capacité à habiter le présent jamais atteinte.

Pour conclure

Les changements que produit *déjà* Tchernobyl dans notre futur, comme nouveau déterminisme *négatif* de la technique, doivent finalement nous amener à repenser et à modifier nos actes dans le présent, à partir d'une expérience dont nous ne connaissons pourtant que le commencement. Le champ d'expérience qui se constitue d'ordinaire à partir du passé, qui constitue plus précisément le passé historique, est devenu l'horizon tragique vers lequel marchent, un peu plus vite que l'homme occidental, les Tchernobyliens. Non plus horizon d'attente ou d'expectation fondé sur le modèle utopique de « ce qui doit advenir » comme promesse, mais plutôt comme horizon négatif vers lequel nous glissons inexorablement, sans pourtant l'avoir désiré. L'horizon de la catastrophe constitue désormais notre seule ligne de référence à partir de laquelle nous pouvons – devons – guider notre action. Le fait que notre monde soit pavé de plusieurs Tchernobyl « en puissance » et d'innombrables bombes à retardement n'est pas en soi irréversible. Les conséquences de l'accident de 1986 le sont. Pouvons-nous accepter de prendre le risque d'une nouvelle catastrophe ? Si l'on suit les experts cyniques du capitalisme tardif qui en arrivent à estimer le coût de la vie d'un homme sur terre en fonction de la richesse du pays qu'il habite, les effets d'une telle catastrophe seraient inenvisageables du point de vue de l'économie des pays d'Europe de l'Ouest étant données les normes de radioprotection dont nous disposons actuellement. Du point de vue anthropologique, les travaux de G. Anders ont montré, dès les années cinquante, que le projet de maîtrise de l'énergie et de la matière inauguré avec Hiroshima n'avait rien d'humain, ni ne visait aucune prise en compte de l'humanité de l'homme car tel n'est pas son objet. L'essence de la technique est précisément la technique pour elle-même, l'efficacité, la performance. Enfin du point de vue politique, le refus de plus en plus clair, manifesté par les citoyens des pays nucléarisés, de l'institution (lobby) nucléaire ne tient pas tant dans les risques de catastrophe majeure contenus dans cette technologie qu'à la manière dont elle a, depuis son apparition, été gérée : c'est-à-dire sur un mode liberticide et antidémocratique, tenue au secret militaire et imposée par la force.